

RELENTS DE POUBELLE, DU PALAIS-BOURBON AU LUXEMBOURG...

La France aujourd’hui est gâtée Elle avait son Palais-Bourbon, temple du verbe et de la vanité, dans lequel la Troisième République a grandement démontré l’immoralité de la vie parlementaire.

C'est dans ce même édifice que, fidèle à une tradition qu'elle entend bien ne pas abandonner, la Quatrième du même nom s'acharne à faire son nid. Ce qui prouve bien que les odeurs de poubelle ne lui font pas peur et qu'elle n'est pas d'une nature si délicate, malgré son tout jeune âge! Quant au peuple de France, auquel on a appris qu'il était le plus «*spirituel de la terre*», s'il ne perçoit pas le honteux marché dont il est l'enjeu, il faudra bien à son sujet nous donner raison lorsque nous affirmons que, contrairement à ce que nous ont enseigné nos maîtres d'écoles, il est loin de détenir le monopole de l'esprit.

Les mêmes discours se succèdent, toujours aussi creux; s'il leur arrive d'avoir du sens, ce n'est que pour laisser échapper des relents de mensonge. On prépare à présent un nouveau projet de constitution; et les électeurs, éternels chercheurs de l'oiseau rare, du GOUVERNEMENT QUI GOUVERNERA BIEN, paraissent, cette fois encore, disposés à donner leur avis sur une question que l'histoire a depuis longtemps résolue. Les gouvernements ont tous échoué dans leur tâche si l'on considère celle-ci sous l'angle du bien-être collectif dans le respect de la liberté individuelle.

Le véritable ordre social est ailleurs, mais on ne semble pas décidé à l'admettre... Et il se trouve encore une partie de l'opinion pour accorder de l'importance aux débats d'une Constituante qui, par son impuissance et sa médiocrité, aurait dû depuis longtemps déjà être discréditée à jamais!

Mais Paris, ex-Ville Lumière, avait droit à d'autres marques d'irrespect que celle d'être prise pour siège d'une vague *Assemblée constituante* dont la mission est de promulguer des lois pour quarante millions d'âmes seulement. C'est pourquoi elle a aujourd'hui l'honneur, le privilège, d'être l'hôtesse des représentants de 21 nations discutant plaisamment sur l'avenir de l'univers.

C'est au Palais du Luxembourg (où siégeait autrefois le Sénat) que ces «*honorables*» délégués - ô combien officiels - de 21 états ont été reçus pour préparer leur mauvais coup. Ici encore, la tradition est respectée; et le Luxembourg est, par excellence, le symbole d'un monde bousculé, tiraillé de toute part, et qui ne veut cependant pas lâcher prise.

Au Palais-Bourbon, c'est le passé qui s'accroche; au Luxembourg également.

D'un côté, un État, avec son maître, le capitalisme, se cramponne désespérément pour retarder sa chute; de l'autre, ce sont DES ÉTATS, des puissances capitalistes se disputant l'hégémonie économique - et, par voie de conséquence politique - du monde. Au Palais-Bourbon, la constitution en voie d'élaboration prépare les règles de la guerre sociale à l'intérieur des frontières. Au Luxembourg, sous la séduisante appellation de «*traité de paix*», on organise la prochaine guerre impérialiste: et chaque participant pense qu'après tout, si même la guerre n'est pas pour tout de suite, elle constitue néanmoins, en tant que menace, un épouvantail assez impressionnant pour inciter au calme les peuples pouvant penser que l'heure de leur libération sociale a sonné.

En présence d'un tel étalage d'hypocrisie et de basses combinaisons au moyen desquelles on veut asservir le prolétariat universel et lui faire accepter par la peur toutes les turpitudes auxquelles se livrent des dirigeants sans scrupules (ceux de Russie comme les autres), comment ne pas proclamer que seul le vent

de la Révolution sociale peut balayer tant d'immondices dont le monde est empoisonné? A quand la mobilisation des cœurs, des énergies!... Non pas par l'armée, mais pour la suppression de toutes les armées, de tous les gouvernements, de tous les capitalismes, par la révolution qui, ayant réduit en poussière ce régime condamné, instaurera le fédéralisme anarchiste?

Et, en attendant, comment ne pas déplorer que les V2 aient fait tant d'innocentes victimes, alors qu'un si grand nombre de sinistres canailles ont été épargnées et continuent leur œuvre néfaste d'hommes d'État ou de capitaines d'industries.
